

## LA CITOYENNETÉ RETIRÉE DU PORTEFEUILLE DE TIBOR NAVRACSICS

Lors des trois dernières semaines, nous avons été les témoins d'intenses débats au Parlement Européen autour de la désignation des nouveaux commissaires européens. L'équipe de M. Juncker, à quelques exceptions près, a dû faire face à des difficultés sans précédent afin de convaincre les parlementaires de leur capacité à relever les défis de chacun de leurs portefeuilles.

Le Forum Civique Européen a mené campagne<sup>1</sup>, aux côtés d'autres organisations de la société civile européenne, contre la nomination de Tibor Navracsics au poste de Commissaire à l'Éducation, la Jeunesse, la Culture et la Citoyenneté. Grâce au soutien d'une poignée de parlementaires européens de la Commission Éducation et Culture, la citoyenneté a finalement été retirée de son portefeuille. C'est à Dimitris Avramopoulos, Commissaire européen à la Migration et aux Affaires intérieures, qu'est revenue cette responsabilité, suite au remaniement<sup>2</sup> du collège de commissaires.

Nous ne pouvons cependant pas crier victoire. À une époque où la légitimité de nos institutions démocratiques et de nos dirigeants est largement remise en cause par des mouvements protestataires de grande ampleur, un fort pourcentage d'abstention et la montée en puissance des populismes réactionnaires à travers l'Europe, le choix de M. Juncker nous paraît non seulement provocateur, mais peut-être même dangereux.

Provocateur, dans la mesure où M. Avramopoulos, jusqu'à récemment Ministre de la Défense grec, fut désigné par un gouvernement dont on ne peut pas dire qu'il jouit de la plus grande légitimité, et qui de plus, est connu pour ses tendances répressives en matière migratoire et de citoyenneté active. À l'aune de la déclaration de M. Juncker selon laquelle « la future Commission sera très politique », cette fusion de portefeuilles pourrait venir dangereusement renforcer les murailles déjà hautes de la « forteresse Europe », tout en réduisant la citoyenneté européenne à une approche strictement fondée sur la mobilité et les droits.

Bien que M. Avramopoulos ait lors de son audition, convaincu les parlementaires en révélant une vision de la migration et des droits de l'Homme bien plus progressiste que ne l'aurait suggéré son origine politique, nous regrettons que l'ajout de la citoyenneté à son portefeuille n'ait été perçue que comme un changement mineur ne nécessitant pas une audition au Parlement européen... En tant qu'organisation de la société civile œuvrant pour la promotion de la participation citoyenne et du dialogue civil européen, nous sommes impatients d'entendre les propositions du Commissaire en faveur de la citoyenneté active, ainsi que sa feuille de route pour assurer aux citoyens et à leurs organisations et mouvements des canaux de communication leur permettant de participer à la prise de décision sur les choix qui affectent leur vie autant que le futur de l'Europe.

Cette question revêt une importance capitale, dans la mesure où les organisations de la société civile et les mouvements sociaux regroupant ceux qui soutiennent le déploiement des valeurs et droits proclamés dans les Traités, sont un point d'ancrage dans la redéfinition de notre contrat social européen, pour une Union fondée sur l'égalité, la solidarité et la démocratie, tel qu'exprimé dans l'engagement de la société civile durant l'Année Européenne des Citoyens 2013<sup>3</sup>.

**Contact médias :** Fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement, Julie Walk, [jwalk@ligueparis.org](mailto:jwalk@ligueparis.org)

<sup>1</sup> Lire la [lettre ouverte](#) à Jean-Claude Juncker et aux députés européens

<sup>2</sup> <http://www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/content/20141022STO75852/html/New-European-Commission-the-commissioners-and-their-portfolios>

<sup>3</sup> Voir les [Recommandations](#) de l'Alliance pour l'Année Européenne des Citoyens (EYCA)

